



## COMPAGNIE DE FIDUCIE PEOPLES

### DIVULGATION PUBLIQUE (TROISIÈME PILIER DE BÂLE III) Au 31 mars 2013

#### TABLE DES MATIÈRES

Politique de divulgation.....	1
Emplacement et vérification.....	1
Contexte .....	1
Énoncé de la propension à prendre des risques .....	2
Politiques et objectifs de gestion des risques.....	2
Risque de marché.....	2
Risque de taux d'intérêt .....	2
Structure des fonds propres réglementaires.....	3
Risque de crédit.....	3
Risque de titrisation.....	5
Instruments dérivés.....	7
Risque de liquidité .....	7
Gestion des fonds propres.....	8
Suffisance des fonds propres.....	8
Rémunération.....	9
ANNEXE I – MODÈLE COMMUN DE BÂLE III AU 31 MARS 2013 .....	11

## Compagnie de Fiducie Peoples – Divulgence publique (Troisième pilier)

---

### Politique de divulgation

Le présent document renferme les renseignements que la Compagnie de Fiducie Peoples (CFP) doit divulguer conformément au troisième pilier de Bâle III. Cette divulgation est faite selon les exigences du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), qui reposent sur les normes internationales établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) de la Banque des règlements internationaux.

Cette politique a été approuvée par le conseil d'administration et est revue chaque année après la publication du rapport annuel.

### Emplacement et vérification

Les renseignements divulgués ici aux termes du troisième pilier sont publiés sous la rubrique des règles de divulgation du site Web de la CFP. Les renseignements divulgués sont présentés sur une base consolidée et englobent les comptes de la CFP et de ses filiales, 1155329 Alberta Ltd., Services de cartes Peoples Ltée, Peoples Card Services LP, Peoples Trust Financial Ltd., West Park Holdings Ltd. et Carrall Street Holdings Ltd.

Le rapport fait l'objet d'un examen interne, mais il n'a pas été vérifié par les vérificateurs externes de la société.

### Contexte

La CFP est une société de fiducie fédérale canadienne à propriété exclusive réglementée par le BSIF. Elle a été constituée le 3 octobre 1978 en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* et son siège social se situe au 1400-888 rue Dunsmuir, à Vancouver, en Colombie-Britannique (V6C 3K4).

La CFP et ses filiales – Services de cartes Peoples et Peoples Trust Financial Ltd. – offrent des services financiers spécialisés sur le marché canadien.

La CFP assure le montage et la gestion d'une gamme de produits hypothécaires comprenant des prêts hypothécaires assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), des hypothèques conventionnelles et des prêts contractuels. La CFP participe régulièrement aux programmes de titres hypothécaires adossés en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (TH LNH) et des Obligations hypothécaires du Canada (OHC) de la SCHL. Elle propose également des produits de dépôt très concurrentiels assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), des programmes de cartes Visa et MasterCard et d'acquisition de marchands, ainsi que d'autres services financiers.

La CFP est une société privée autorisée à exercer ses activités partout au Canada. Son principal propriétaire est Peoples Trustco Ltd., une autre société privée entièrement canadienne.

## **Énoncé de la propension à prendre des risques**

La propension à prendre des risques indique l'ampleur des risques que la CFP est disposée à prendre pour réaliser ses objectifs d'affaires. La CFP applique une approche prudente à l'égard du risque et intègre cette dernière à son modèle d'affaires ainsi qu'à ses objectifs stratégiques.

## **Politiques et objectifs de gestion des risques**

La gestion des risques consiste à recenser les principaux risques pour la réalisation des objectifs stratégiques de la CFP. Ce processus repose principalement sur l'établissement de mécanismes de contrôle appropriés afin de gérer ces risques et de veiller à ce que des systèmes adéquats de surveillance et de rapport soient en place. Le Programme interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (PIEAFP) fait partie intégrante du cadre de gestion des risques de la CFP, et cette dernière l'applique chaque année. Les renseignements divulgués ici appuient l'identification et l'évaluation des risques effectuées par la CFP aux fins du PIEAFP.

La gestion des risques fait partie intégrante des activités d'affaires de la CFP; cette dernière considère que les risques suivants sont les plus pertinents.

### **Risque de marché**

Dans le cours normal de ses activités, la CFP effectue des opérations qui engendrent un risque de marché. Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers de la CFP fluctuent en raison de variations des prix du marché comme les taux d'intérêt et les écarts de crédit. La CFP utilise la méthode de gestion du risque de taux d'intérêt décrite ci-après pour minimiser l'exposition de ses portefeuilles de prêts hypothécaires, de placements, de dépôts, de TH et d'OHC au risque de taux d'intérêt.

La CFP n'exerce pas d'activités de négociation sur le marché ou visant des placements spéculatifs.

### **Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque de perte résultant des fluctuations des taux d'intérêt ou de leur volatilité qui pourraient miner la rentabilité future ou la juste valeur des instruments financiers.

S'agissant des opérations de la CFP, les fluctuations et les écarts des taux d'intérêt peuvent affecter la marge de taux d'intérêt réalisée entre la retarification des actifs et celle des passifs.

La CFP a mis en place des méthodes de gestion des risques pour atténuer et contrôler son exposition au risque de taux d'intérêt en utilisant à la fois la mesure du signalement des écarts et la méthode de calcul fondée sur les durées. Outre ces deux mesures clés, la CFP surveille activement les mouvements et les tendances des taux d'intérêt et prépare des analyses des flux de trésorerie. La société mesure également l'impact sur un an – la mesure des chocs de taux – afin de chiffrer l'impact réel sur les bénéfices au cours de cette période.

Au 31 mars 2013, on estime qu'une diminution de 1 % des taux d'intérêt sur les revenus aurait pu se traduire par des pertes de 398 000 \$ (206 000 \$ au 31 décembre 2012).

La CFP couvre le risque de taux d'intérêt sur ses actifs et ses passifs titrisés au moyen de swaps. Les stratégies de couverture visent à tenir compte de l'exposition au risque de taux d'intérêt découlant des fluctuations de taux d'intérêt.

### **Structure des fonds propres réglementaires**

On dénombre trois catégories d'éléments de fonds propres. La catégorie 1 (le noyau de fonds propres) englobe les éléments de la plus haute qualité. Les éléments de catégorie 2 (autres éléments de fonds propres) comprennent les réserves, les provisions et les instruments hybrides. Les fonds propres de catégorie 3 servent uniquement à combler les exigences de fonds propres pour risque de marché.

Le total des fonds propres réglementaires de la CFP se compose de ce qui suit :

- Les fonds propres de catégorie 1 (noyau de fonds propres) se composent uniquement de l'avoir des actionnaires ordinaires (soit les actions ordinaires, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis).
- Les fonds propres de catégorie 2 (autres éléments de fonds propres) comprend la provision collective pour pertes de crédit.
- Le montant des fonds propres de catégorie 3 est nul.

Le total des fonds propres réglementaires est calculé et déclaré conformément aux Normes internationales d'information financières (IFRS).

Les ratios réglementaires sont obtenus en divisant les fonds propres de catégorie 1 et le total des fonds propres par les actifs pondérés en fonction des risques (APR).

Le calcul des APR repose sur les règles établies par le BSIF relativement aux expositions de bilan et hors bilan. De plus, le BSIF fixe pour les institutions de dépôts des cibles de fonds propres fondées sur les risques.

Outre le ratio des fonds propres de catégorie 1 et celui du total des fonds propres, la CFP doit veiller à ce que son ratio actifs-fonds propres, obtenu en divisant les actifs ajustés au brut par le total des fonds propres, ne dépasse pas le niveau maximum fixé par le BSIF.

### **Risque de crédit**

Le risque de crédit s'entend du risque de perte financière résultant de l'incapacité des clients et des contreparties de la CFP de respecter les modalités d'un prêt ou d'un contrat. L'une des composantes du risque de crédit est le risque de concentration, qui intervient lorsque les expositions sont concentrées dans une même catégorie, qu'il s'agisse de l'emplacement géographique, du type de produit, du secteur de l'industrie ou du type de contrepartie.

S'agissant des activités de la CFP, le risque de crédit touche principalement les prêts hypothécaires accordés aux clients et le placement d'actifs liquides dans le cadre des opérations de trésorerie de la société.

La CFP applique des politiques de crédit qui imposent des limites prudentes aux ratios prêt-valeur ainsi qu'aux concentrations géographiques et visant un même emprunteur. Les

facteurs pertinents des bénéfiques et des flux de trésorerie sont également considérés. L'assurance offerte par la SCHL est utilisée à grande échelle pour le gros du portefeuille de prêts de la CFP. Dans le cas des opérations de trésorerie de la CFP, les politiques en place sur les placements font que ces derniers se limitent à des produits de haute qualité ou adossés par le gouvernement, et selon des concentrations prudentes.

La CFP utilise des instruments de sûreté types ou fait établir des documents particuliers par des avocats externes et, le cas échéant, les droits de sûreté sont enregistrés. L'emploi de systèmes de gestion des sûretés fait en sorte que ces dernières ont bien été acceptées, enregistrées et conservées.

Afin de s'appuyer sur l'évaluation de l'actif des sûretés, la CFP a mis au point des règles exhaustives sur les types d'évaluations acceptables, y compris des listes approuvées d'évaluateurs agréés qui peuvent évaluer un actif et la fréquence des réévaluations.

Au nombre des autres facteurs d'atténuation du risque de crédit, citons le maintien, par la CFP, de provisions individuelles pour pertes de crédit et d'une provision collective afin de couvrir les pertes de crédit qui sont survenues mais n'ont pas encore été expressément recensées. Les provisions collectives générales sont maintenues conformément aux consignes données par le BSIF. La CFP effectue des comparaisons de ses provisions générales et spécifiques pour pertes de crédit tous les trimestres afin de gérer, d'évaluer et de contrôler le risque de crédit auquel elle s'expose de manière efficace. En se basant sur ces résultats trimestriels, elle établit des estimations sur la probabilité que ses clients ne s'acquittent pas de leurs obligations, afin d'apprendre de ses pertes précédentes et de réduire les pertes sur prêts dans l'avenir.

Les facilités à l'égard desquelles un paiement contractuel n'a pas été fait ou dont le client ne respecte pas les modalités contractuelles sont considérées en souffrance. Cela comprend les facilités dont le montant dépasse les modalités approuvées ou dont des remboursements prévus sont en souffrance, mais non les créances douteuses.

Un prêt est considéré douteux lorsque la société estime que, selon des preuves objectives, elle n'est plus raisonnablement certaine de recouvrer en temps opportun le montant total du principal et des intérêts. En pratique, on vérifie si un prêt non assuré est douteux lorsqu'il fait l'objet d'une procédure judiciaire ou s'il est en situation d'arriérés depuis plus de trois mois. Un prêt devient douteux lorsque la garantie de l'actif sous-jacent ne suffit plus à recouvrer l'encours intégral du principal, des intérêts et des frais de recouvrement, ou qu'il survient un incident de perte qui affectera de manière importante les flux de trésorerie futurs connexes. Dans ce cas, on constate une provision correspondant à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs.

Le risque de crédit associé aux portefeuilles de cartes de la CFP, qui comprennent des cartes prépayées et des cartes protégées, est minime puisque la société n'accorde pas de crédit au-delà du montant déposé en garantie par les clients.

Le tableau ci-après fait état des prêts en souffrance et des prêts douteux selon le type d'actif hypothécaire (*en milliers de dollars canadiens*).

**Au 31 mars 2013**

	<b>Hypothèques résidentielles et pour collectifs d'habitation \$</b>	<b>Hypothèques titrisées assurées par la SCHL \$</b>	<b>Autres hypothèques \$</b>	<b>Total \$</b>
En souffrance mais non douteux				
31 – 60 jours	2 913	8 088	22 000	33 001
61 – 90 jours	-	-	-	-
Plus de 90 jours, assurées par la SCHL	14 885	6 926	-	21 811
	<u>17 798</u>	<u>15 014</u>	<u>22 000</u>	<u>54 812</u>
Prêts hypothécaires douteux*	2 348	-	5 354	7 702
Provisions pour pertes sur prêts				
Provision collective générale	1 441	1 315		2 756
Provision spécifique	-	-	503	503
	<u>1 441</u>	<u>1 315</u>	<u>503</u>	<u>3 259</u>

\*Les montants portent sur les soldes globaux des prêts hypothécaires, et non sur les montants en arriérés.

### **Risque de titrisation**

Le risque de titrisation s'entend du risque de pertes sur crédit plus importantes que prévu parce que la titrisation n'a pas fonctionné – ou que les valeurs et les risques acceptés ou transférés ne se sont pas concrétisés – tel qu'anticipé.

La CFP est un émetteur actif et un agent du programme des TH LNH et un agent de la Fiducie du Canada pour l'habitation aux termes du programme des OHC. En qualité d'émetteur, la société fournit des produits hypothécaires qui sont assurés par la SCHL puis veille à la mise en commun de ces hypothèques dans des titres LNH qui sont également garantis par le gouvernement du Canada. En qualité d'agent, la CFP perçoit les paiements hypothécaires chaque mois et répartit les montants de principal recueillis et l'intérêt payable sur le titre.

La CFP a titrisé les hypothèques de la SCHL qu'elle a montées elle-même afin de gérer sa position de risque de crédit, rehausser ses ratios de fonds propres réglementaires et générer des liquidités pour le bilan.

Dans le cadre du programme, la société émet des titres adossés par des prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales ou des collectifs d'habitation qui sont assurés contre le défaut de l'emprunteur. Une fois les prêts hypothécaires titrisés, la société cède les hypothèques sous-jacentes et/ou les titres connexes à la SCHL. Puisqu'elle émet des TH, la CFP doit verser tous les paiements prévus de principal et d'intérêts à la SCHL – que les montants sur les

hypothèques transférées sous-jacentes aient été perçus ou non – et recouvre ces montants auprès de l'emprunteur.

La vente d'hypothèques en vertu des programmes susmentionnés n'entraîne pas la décomptabilisation des hypothèques selon les normes comptables puisque la SCH conserve le risque de remboursement anticipé et le risque de taux d'intérêt associés aux hypothèques, ce qui représente essentiellement la totalité des risques et des récompenses associés aux actifs transférés. Les hypothèques transférées continuent de figurer au bilan consolidé à titre de prêts hypothécaires résidentiels. Le produit en espèces du transfert est assimilé à un emprunt garanti et est inclus dans les dépôts inscrits dans le bilan consolidé.

Le tableau suivant fait état des positions nettes de la CFP sur ses actifs et ses passifs titrisés :

	<b>2012</b> \$	<b>2011</b> \$
Juste valeur des créances hypothécaires titrisées, actifs de remplacement compris	3 602 800	3 677 669
Juste valeur des passifs de titrisation	3 535 359	3 512 866
	<hr/>	<hr/>
<b>Positions nettes</b>	<b>*67 441</b>	<b>164 803</b>

\* La CFP a recours aux services d'un centre de traitement pour évaluer la juste valeur de ses actifs et passifs de façon annuelle et applique tous les trimestres la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, afin d'évaluer la valeur des droits conservés qui découlent de ses activités de titrisation.

Le tableau qui suit présente une analyse des créances hypothécaires titrisées (*en milliers de dollars canadiens*) :

	<b>31 mars 2013</b> \$	<b>31 déc. 2012</b> \$
Hypothèques titrisées	3 194 180	3 231 245
Intérêt couru	13 729	11 001
	<hr/>	<hr/>
Espèces et placements	3 207 909	3 242 246
	300 346	283 964
	<hr/>	<hr/>
Solde	3 508 255	3 526 210

Le tableau qui suit présente une analyse des passifs de titrisation (*en milliers de dollars canadiens*) :

	<b>31 mars 2013</b> \$	<b>31 déc. 2012</b> \$
Passifs de titrisation	3 464 924	3 486 980
Intérêt couru	15 546	14 200
	<hr/>	<hr/>
Solde	3 480 470	3 501 180

La CFP veille à ce que les risques de crédit et de financement soient gérés conformément aux modalités énoncées ici. Elle minimise en outre le risque de contrepartie en s'assurant de ne conclure des opérations de titrisation qu'avec des banques canadiennes de l'annexe I. Le risque de réinvestissement sur le montant de principal de titrisation des OHC LNH est minimisé en investissant dans des placements bien cotés ou adossés par le gouvernement. Par l'effet des règles visant les Normes internationales d'information financière, la CFP a sensiblement réduit l'ampleur de la titrisation au cours des dernières années.

La CFP vend périodiquement à des tiers des prêts hypothécaires résidentiels assurés et titre des prêts hypothécaires fermés assurés sur des collectifs d'habitation. En vertu de ces programmes, la société ne conserve pas le risque de remboursement anticipé et le risque de taux d'intérêt qui se rattachent aux hypothèques transférées. Des pertes de crédit minimales sont également prévues sur les hypothèques vendues puisque ces dernières sont assurées contre le défaut. Ces opérations entraînent la décomptabilisation des passifs financiers puisque les tiers assument la responsabilité légale à l'égard des passifs. La CFP a généré un total de 170 571 050 \$ en blocs de prêts hypothécaires fermés assurés sur des collectifs d'habitation pour la période se terminant au 31 mars 2013. Les gains et pertes correspondant à ces blocs sont comptabilisés dans la titrisation des hypothèques.

### **Instruments dérivés**

La CFP conclut des ententes visant des instruments dérivés de gré à gré, conformément à l'obligation de participer au Programme des OHC, sous forme de swaps avec transfert des risques. Du fait de la participation à des swaps avec transfert des risques, qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés, la CFP participe à des swaps progressifs pour couvrir l'exposition au risque de taux d'intérêt résultant des fluctuations des taux d'intérêt. La société est également partie à des contrats à terme pour garantir les taux d'intérêt sur la vente future de TH.

La juste valeur des instruments dérivés est incluse dans le montant indiqué ci-dessous au titre des « Swaps et instruments financiers détenus aux fins de négociation évalués par référence au marché » (*en milliers de dollars canadiens*) :

	<b>31 mars 2013</b>	<b>31 déc. 2012</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Valeur actualisée des TH, des FBN et des titres du bloc 966 – écart de taux d'intérêt net	9 884	4 868
Swaps et instruments financiers détenus aux fins de négociation évalués par référence au marché	4 945	5 448
	<hr/>	<hr/>
	14 829	10 316
	<hr/>	<hr/>

### **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité s'entend du risque d'insuffisance des soldes de trésorerie de la CFP pour couvrir ses dépenses opérationnelles, ce qui comprend le remboursement des déposants.

Le risque de liquidité est géré au moyen de limites et de mesures de qualité de l'actif qui sont énoncées dans la Politique sur la gestion des liquidités. Les prévisions relatives aux flux de trésorerie constituent le principal mécanisme de contrôle d'information de gestion servant à surveiller les liquidités au quotidien. La CFP dispose d'un plan de financement d'urgence et effectue des simulations de crise par scénario spécifiques deux fois par année.

Le conseil d'administration a mis sur pied un Comité de gestion de l'actif et du passif (CGAP) composé de membres de la haute direction et présidé par le chef des finances. Le CGAP doit également superviser la gestion des risques de marché, de liquidité et de financement.

### **Gestion des fonds propres**

En gérant ses fonds propres, la CFP cherche surtout à maintenir des ratios de fonds propres supérieurs aux exigences réglementaires en fixant des cibles internes plus rigoureuses que celles du BSIF et celles de Bâle III, tout en veillant à ce que les fonds propres soient répartis de manière efficiente aux activités opérationnelles en fonction des niveaux de risque de ces dernières.

Les fonds propres sont gérés de manière consolidée selon des principes qui tiennent compte des risques associés aux activités opérationnelles. La CFP calcule et présente les ratios de fonds propres réglementaires conformément au premier pilier de Bâle III, et elle a adopté l'approche standard en matière de risque de crédit et l'approche indicateur de base en matière de risque opérationnel. Elle respecte en outre toutes les exigences internes et de fonds propres réglementaires.

Au 31 mars 2013, les exigences de fonds propres de la CFP pour risque opérationnel s'élevaient à 9 485 000 \$. Ses ressources de fonds propres à cette même date sont résumées à l'annexe I du présent document. Le tableau figurant à l'annexe I a été préparé en s'inspirant du modèle transitoire modifié proposé par le BSIFI (normes de fonds propres (NFP) 2013, ligne directrice A, chapitre 1).

### **Suffisance des fonds propres**

La CFP se fonde sur le PIEAFP et sur l'évaluation des risques pour cerner les risques d'envergure auxquels elle est confrontée pour veiller à ce que les fonds propres à la disposition suffisent, par leur qualité et leur quantité, à la poursuite de ses activités opérationnelles. L'analyse du PIEAFP est effectuée par la haute direction et soumise à l'examen et à l'approbation du conseil d'administration avec le budget annuel et le plan d'immobilisations. Dans le cadre de l'analyse du PIEAFP, des simulations de crise sont menées pour prévoir comment la CFP réagira en situation de crise et de déterminer si un coussin de fonds ou des mesures d'atténuation supplémentaires sont requis. Le rapport ainsi obtenu permet de tenir le conseil d'administration au fait de l'évaluation continue des risques qui pèsent sur la société, de la façon dont la société atténue ces risques, ainsi que de l'adéquation des fonds propres de la société en cas de concrétisation des risques d'envergure recensés. Le rapport du PIEAFP est un rouage essentiel des procédures employées par la CFP afin de disposer de fonds propres et de mécanismes de contrôle adéquats pour appuyer ses activités courantes et futures.

Comme on l'a vu, le conseil d'administration a approuvé des politiques précises conçues pour gérer et atténuer les risques de crédit, de taux d'intérêt, de liquidité et de portefeuille de valeurs mobilières. Ces politiques sont appliquées et vérifiées chaque mois par la direction, et chaque trimestre par le conseil d'administration.

En plus de superviser les risques de marché, de liquidité et de financement, les membres du CGAP fournissent des conseils sur l'utilisation, la composition et la provenance de fonds propres adéquats. Formé uniquement d'administrateurs n'occupant pas un poste de direction, le Comité de vérification examine l'adéquation des contrôles internes et le respect des exigences, réglementaires et autres. Les résultats des vérifications internes lui sont soumis.

Un sommaire du PIEAFP de la CFP est présenté chaque année au BSIF aux fins d'examen, et il est périodiquement vérifié par les vérificateurs internes de la société.

## Rémunération

La CFP est assujettie à la législation sur la protection des données lorsqu'elle divulgue de l'information sur la rémunération. La *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* interdit la divulgation de renseignements susceptibles de faciliter l'identification de renseignements personnels. La diffusion publique ou à l'échelle de la société de renseignements sur la rémunération sera donc limitée. Par contre, toute l'information nécessaire sera mise à la disposition du BSIF sur demande.

Vu sa taille et sa nature relativement peu complexe, la CFP a eu recours à la proportionnalité mais, au besoin, elle n'a pas intégré à son modèle d'affaires certaines dispositions des principes de saines pratiques de rémunération (*Principles for Sound Compensation Practices*) du Conseil de stabilité financière.

En raison de sa taille relativement modeste et de sa nature peu complexe, la CFP n'est pas tenue de constituer un comité indépendant sur la rémunération du conseil d'administration. Les processus existants demeureront sous examen et, si nécessaire, la société envisagera de modifier ce mécanisme pour assurer un examen plus indépendant.

Il incombe au conseil d'administration de la société de superviser la conformité de cette dernière avec ses processus de rémunération. La détermination des processus de rémunération s'appuie sur des consignes fournies par le BSIF; elle peut être examinée et commentée par les fonctions de contrôle et le service des ressources humaines de la CFP.

La CFP s'efforce de veiller à ce que sa politique sur la rémunération s'harmonise avec sa stratégie d'affaires, sa situation financière actuelle et sa croissance à long terme. La structure de rémunération de la société repose sur la combinaison d'un traitement fixe (salaire et avantages sociaux) et d'incitatifs au rendement liés à des mesures applicables à l'échelle de l'entreprise, en plus de tenir compte de l'ancienneté et de la nature du travail de l'employé. Les mesures de rendement utilisées pour calculer la rémunération variable sont donc ajustées en fonction des risques actuels ou potentiels pour la société et son compatibles avec le besoin de maintenir une solide assiette de fonds propres. La rémunération ne comporte aucun incitatif garanti, et aucun régime d'incitation n'est contractuel. Les limites régissant la rémunération, tant fixe que variable, et la rémunération des actionnaires ont été établies et sont surveillées par le BSIF.

En raison de la taille relativement modeste et du peu de complexité de ses secteurs d'activité, la CFP n'exploite pas de « branches d'affaires » distinctes, et les données agrégées sur la rémunération présentées ci-après doivent être examinées dans cette perspective. En 2012, le total des salaires, des primes, des incitatifs à long terme et des autres formes de rémunération des dirigeants clés et des employés dont les gestes ont une forte incidence sur l'exposition de

la société au risque s'est élevé à 6 595 000 \$. Ce total n'est pas ventilé entre les dirigeants clés et les « autres preneurs de risques » puisqu'on estime que tous les employés occupant des postes à haut risque sont des dirigeants clés.

**ANNEXE I – MODÈLE COMMUN DE BÂLE III AU 31 MARS 2013**

Modèle commun de Bâle III à utiliser les premier et deuxième trimestres de l'exercice 2013 (000 \$)		
<b>Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires : instruments et provisions</b>		
1	Actions ordinaires émises directement (et l'équivalent pour les sociétés autres qu'à responsabilité limitée) et primes liées au capital	26 884
2	Bénéfices non répartis	100 428
3	Cumul des autres éléments du résultat étendu et autres provisions	
4	Actions ordinaires émises par des filiales et détenues par des tiers (montant admis dans les CET1 du groupe)	
<b>Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires : ajustements réglementaires</b>		
5	Ajustements réglementaires des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires appliqués en vertu de Bâle III	
6	Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (CET1)	127 312
<b>Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 : instruments</b>		
7	Autres instruments de fonds propres de catégorie 1 admissibles émis directement et primes connexes liées au capital	
8	Instruments de fonds propres émis directement assujettis au retrait progressif des autres éléments de fonds propres de catégorie 1	
9	Autres instruments de fonds propres de catégorie 1 (et instruments CET1 non visés à la ligne 5) émis par des filiales et détenus par des tiers (montant admis dans les autres éléments de fonds propres de catégorie 1 du groupe)	
10	<i>dont les instruments émis par des filiales et visés par le retrait progressif</i>	
<b>Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 : ajustements réglementaires</b>		
11	Ajustements réglementaires des autres éléments de fonds propres de catégorie 1 appliqués en vertu de Bâle III	
12	Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 (AT1)	
13	Fonds propres de catégorie 1 (T1 = CET1 + AT1)	127 312
<b>Fonds propres de catégorie 2 : instruments et provisions</b>		
14	Instruments de fonds propres de catégorie 2 admissibles émis directement et primes connexes liées au capital	
15	Instruments de fonds propres émis directement assujettis au retrait progressif des éléments de fonds propres de catégorie 2	
16	Instruments de fonds propres de catégorie 2 (et instruments CET1 et AT1 non visés aux lignes 5 et 34) émis par des filiales et détenus par des tiers (montant admis dans les autres éléments de fonds propres de catégorie 2 du groupe)	
17	<i>dont les instruments émis par des filiales et visés par le retrait progressif</i>	
18	Provisions	
<b>Fonds propres de catégorie 2 : ajustements réglementaires</b>		
19	Ajustements réglementaires des éléments de fonds propres de catégorie 2 appliqués en vertu de Bâle III	2 780
20	Fonds propres de catégorie 2 (T2)	2 780
21	Total des fonds propres (TFP = T1 + T2)	130 092
22	Total des actifs pondérés en fonction des risques	968 983
<b>Ratios de fonds propres transitoires</b>		
23	Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	
24	Fonds propres de catégorie 1 (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	
25	Total des fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	
<b>Ratios de fonds propres « tout inclus »<sup>5</sup></b>		
26	Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	13,14
27	Fonds propres de catégorie 1 (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	13,14
28	Total des fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques) capital	13,43
<b>Cible nationale « tout inclus »</b>		
29	Ratio national minimum de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (si différent du minimum prévu par Bâle III)	
<i>Instruments de fonds propres visés par le retrait progressif (s'applique uniquement entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022)</i>		
30	<i>Limite actuelle des instruments CET1 soumis au retrait progressif</i>	

31	<i>Montant exclu des CET1 par l'effet de la limite (excédent de la limite après rachats et échéance)</i>	
32	<i>Limite actuelle des instruments AT1 soumis au retrait progressif</i>	
33	<i>Montant exclu des AT1 par l'effet de la limite (excédent de la limite après rachats et échéance)</i>	
34	<i>Limite actuelle des instruments de catégorie 2 soumis au retrait progressif</i>	
35	<i>Montant exclu des instruments de catégorie 2 par l'effet de la limite (excédent de la limite après rachats et échéance)</i>	

**Postes pour mémoire :**

- Les postes 5, 11 et 19 regroupent l'ensemble des ajustements réglementaires apportés aux fonds propres faisant partie de cette catégorie.
- Les ID devraient inscrire les ratios de fonds propres « tout inclus » prévus par Bâle III aux postes 26 à 28.
- La cible nationale prévue au poste 29 désigne le ratio cible de surveillance minimal « tout inclus » prescrit par le BSIF.
- Le modèle transitoire modifié n'inclut pas les postes du modèle du CBCB se rapportant aux CET1 affectés aux différentes réserves, ni les postes se rapportant aux ajustements réglementaires spécifiques, aux montants inférieurs aux seuils de déduction ayant subi une pondération des risques en vertu de Bâle III et aux plafonds applicables à l'ajout de provisions dans la catégorie 2.